



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALECOBOIS PROVENCE

42 Boulevard de l'europe
ZI des Estroublans
13127 Vitrolles

Références : D-2024-1560

Code AIOT : 0006404566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement VALECOBOIS PROVENCE implanté 42, Boulevard de l'europe ZI des Estroublans 13127 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/02/2023 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/10/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALECOBOIS PROVENCE
- 42, Boulevard de l'europe ZI des Estroublans 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006404566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/02/2023 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/10/2024 .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Ressources en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Système alerte	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes d'activité 2791 et 2714	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 3	Sans objet
2	Disposition des stockages	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 4	Levée de mise en demeure
5	Mesures pour intervention des secours	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 7	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 8	Sans objet
7	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société VALECOBOIS a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 3 février 2023.

L'exploitant devait réaménager les stockages conformément au dossier d'autorisation initial de 2005, soit à défaut, porter à la connaissance du préfet les modifications qu'il souhaite apporter à son installation.

En juillet 2023, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) au préfet, visant la mise à jour du dossier d'autorisation initial de 2005 et notifiant la nouvelle organisation des stockages sur l'installation.

Suite à l'instruction de ce PAC, un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 18/10/2024 acte cette nouvelle organisation.

Lors de l'inspection, il a été constaté la conformité des stockages par rapport à cet arrêté.

De ce fait, l'Inspection considère la mise en demeure du 03/02/2023 satisfaite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes d'activité 2791 et 2714

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Respect du niveau activité maximum
Prescription contrôlée : Vérification des volumes maximum d'activité rubrique 2791 à 165 t/j et rubrique 2714 3 300 m ³
Constats : L'exploitant a transmis un fichier excel contenant le nombre d'heures de fonctionnement du broyeur chaque mois depuis décembre 2023 à septembre 2024. Aussi, l'exploitant précise le nombre de jours ouvrés correspondant à cette période, ainsi que le tonnage horaire du broyeur lié à ce type de déchets, soit 25 t/h. Il faut aussi considérer que le broyeur n'est pas actif toute la journée, notamment lors des déplacements de l'engin. Au final, selon les données transmises pour l'année 2024, le broyeur a un volume d'activité un peu inférieure à 68 t/j. Le tonnage journalier maximum d'activité est respecté. L'activité 2714 correspond à du bois A réceptionné déjà broyé. Le volume maximum de stockage est vérifiable, d'une part par le marquage au sol et d'autre part, par l'implantation d'un mur coupe-feu à l'arrière du stockage. Ce mur permet aussi de délimiter la hauteur maximum de stockage. Le volume maximum d'activité est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disposition des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe feu et stockages des îlots

Prescription contrôlée :
Vérification de la conformité de l'emplacement des stockages et murs coupe-feu :
« Les piles de bois forment quatre îlots limités de la façon suivante :

	Longueur	Largeur	Hauteur
Bois A Broyé	29,5 m	9 m	3 m
Bois A en vrac	35 m	13 m	3 m
Bois B Broyé	25,5 m	18 m	3 m
Bois B en vrac	50 m	Entre 18 et 23 m	3 m

Murs coupe-feu

Mur en « légo bloc » béton de 80 cm d'épaisseur, assimilé REI 120 ;

• En façade Est de chaque zone de stockage ;

• En façade Nord de la zone « Bois A broyé » ;

• En façade Sud de la zone « Bois B broyé »

Hauteur : 4m

L'espace entre les stockages est d'au moins 12 mètres (cf. annexe 1) ».

<p>Constats :</p> <p>Les stocks, le jour de l'inspection, sont conformes au plan annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/10/2024.</p> <p>L'espace de 12 mètres entre les stocks est respecté.</p> <p>On observe juste un léger dépassement de la hauteur du mur coupe-feu pour le stock de bois B en vrac. L'exploitant explique que ces déchets vont être broyés dans la journée et ainsi la hauteur limite sera alors respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Ressources en eau incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débits disponibles et vérifications de bonne état de fonctionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 poteaux incendie de diamètre de 150 mm dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers, à savoir 90 m³/h pendant 2 heures; • 7 robinets d'incendie armés (RIA) de manière à assurer une couverture intégrale de la plateforme ; • 6 asperseurs d'eau de manière à assurer l'humidification des stockages de bois par grand vent et/ou chaleur ; • des extincteurs mobiles répartis à l'intérieur du site et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; <p>Les RIA font l'objet d'une vérification semestrielle : vérification du fonctionnement et vérification de l'accessibilité du RIA.</p> <p>Les deux poteaux d'incendie font l'objet d'une vérification annuelle relative au débit disponible.</p> <p>Les comptes rendus sont transmis à l'autorité de police de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'installation dispose de l'ensemble des moyens de défense incendie prescrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire susréféréncé, à l'exemption des 6 asperseurs d'eau qui ont été installés le 21/10/2024.</p> <p>L'exploitant a transmis un plan d'implantation des asperseurs et des photos de chaque asperseur.</p> <p>Le 16/08/2024, la société DESAUTEL a vérifié le bon fonctionnement des RIA (pas d'observation).</p> <p>Le 27/11/2023, la société DESAUTEL a vérifié les extincteurs (pas d'observation).</p> <p>Les deux poteaux d'incendie ont fait l'objet d'une vérification le 24/10/2024 par EUROFEU. On observe que le débit de 90 m³/h à 1 bar de pression n'est pas respecté, aussi bien pour le premier poteau - 89 m³/h que le second - 83 m³/h.</p> <p>Au regard de ces résultats, l'exploitant a mandaté la société EUROFEU afin de procéder à de nouveaux essais.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra le procès-verbal d'intervention de la société EUROFEU suite au contrôle des deux poteaux incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Système alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et alerte
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de détection incendie (caméra thermique) avec report d'alarme et astreinte.
Constats : Le jour de l'inspection, les caméras thermiques ne sont pas installées. Néanmoins, l'exploitant présente un bon de commande adressé à la société SECURITAS TECHNOLOGY en date du 13/06/2023 pour la livraison et l'installation d'un système de détection incendie (caméra thermique) avec report d'alarme et astreinte. Cette installation est prévue pour le début de l'année 2025. On observe que l'exploitation dispose d'un système de surveillance par caméra contre les intrusions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra les éléments justifiant l'installation des caméras thermiques.
.Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mesures pour intervention des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès SDIS
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour, lors de toutes modifications de l'installation, le plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets afin de faciliter l'intervention des services de secours. Le plan fait apparaître la description des dangers pour chaque bâtiment et aire ainsi que les moyens de défense incendie. L'exploitant doit garantir l'accès au site en permanence aux engins de secours.
Constats : L'exploitant a transmis une copie de son plan de défense incendie dans lequel est inclus un plan avec les moyens de défense incendie du site, ainsi qu'un plan indiquant aux services de secours les accès possibles et la circulation pendant les horaires d'ouverture et de fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin des eaux pluviales et incendie
Prescription contrôlée : Le revêtement de la plateforme et son imperméabilisation est augmenté avec une nouvelle surface comprenant la création d'une zone de stationnement de 6 places pour véhicules légers (nouvelle surface revêtue de 8 874 m ²). Le volume nécessaire du bassin de rétention des eaux pluviales est de 609 m ³ . L'exploitant exerce une surveillance régulière du bassin pour éviter la stagnation d'eau et ainsi limiter la prolifération des moustiques tigre.
Constats : Le bassin a été modifié pour permettre un volume de stockage de 609 m ³ et son système de retenue des eaux d'extinctions aménagé de façon à être identifiable. Le jour de l'inspection, le bassin était vide, non sujet à la prolifération des moustiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2024, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Diffus poussières de broyage
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système d'asperseurs pour être au plus près des stockages et opérations de broyage en vue de limiter les émissions de poussières. En cas de dysfonctionnement du réseau d'aspersion ou de vent fort (>50km/h), les opérations de broyage ne sont pas autorisées. L'exploitant consigne chaque jour, sur un registre, la vitesse du vent. Il recueille cette information, chaque matin, auprès de la station météo la plus proche de son installation Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan d'action, assorti d'un échéancier, proposant des mesures complémentaires à mettre en œuvre, en sus du réseau d'asperseurs, visant à diminuer les envols de poussières ».
Constats : Les asperseurs ont été mis en place le 21/10/2024. L'exploitant a transmis un fichier excel de suivi de la vitesse du vent selon la station météo de Marignane. On constate 4 colonnes, dans lesquelles on identifie ; <ul style="list-style-type: none">• la date du jour ;• la prévision de la vitesse du vent la veille ;• la limite autorisée à 50 km/h ;• l'autorisation journalière de broyer ou pas. Conformément à son AP, l'exploitant réfléchit à un plan d'action, assorti d'un échéancier, proposant des mesures complémentaires à mettre en œuvre, en sus du réseau d'asperseurs, visant à diminuer les envols de poussières
Type de suites proposées : Sans suite